

## LA VIANDE

QUESTION AU SUJET DE LA SUPPRESSION DU  
RATIONNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. DONALD M. FLEMING (Eglinton): Le ministre des Finances nous dira-t-il si l'on songe à discontinuer le rationnement de la viande? Dans le cas de l'affirmative, quand le rationnement prendra-t-il fin?

L'hon. DOUGLAS ABBOTT (ministre des Finances): Nous n'avons pas étudié la question. Nous annoncerons en temps opportun notre décision à cet égard.

## CERTIFICATS D'ÉPARGNE DE GUERRE

QUESTION RELATIVE AU REMBOURSEMENT PAR LES  
BANQUES À CHARTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. K. FRASER (Peterborough-Ouest): Le ministre des Finances nous dira-t-il si les banques à charte seront autorisées à rembourser les certificats d'épargne de guerre, dont les premiers seront payables dans quelques mois? Sauf erreur, le décret C.P. 306, en date du 28 janvier, prévoit que seuls les bureaux de poste y seront autorisés.

Des VOIX: Règlement!

M. l'ORATEUR: A l'ordre!

## CÉRÉALES DE PROVENDE

DEMANDE D'UNE DÉCLARATION AU SUJET DES PRIX  
DE L'ORGE ET DU LIN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. ROSS (Souris): Je désire demander au ministre intéressé quand on annoncera les prix de l'orge et du lin pour la campagne agricole de 1947. Nombre de cultivateurs ont hâte de prendre des mesures en vue des prochains ensemencements.

Le très hon. J. G. GARDINER (ministre de l'Agriculture): Nous avons attendu pour étudier la ligne de conduite à suivre relativement aux céréales de provende, d'avoir été saisis des observations que les groupements agricoles nous ont soumises vendredi dernier. Nous étudions la question et nous ferons connaître notre programme en temps et lieu.

## QUESTION DE PRIVILÈGE

RÉPONSE INCOMPLÈTE À UNE DEMANDE DE  
DOCUMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. CLARENCE GILLIS (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, je désire poser la

question de privilège, afin de signaler au Secrétaire d'Etat que le document parlementaire n° 142A, déposé hier en réponse à des questions que j'avais posées, est incomplet. Il me semble qu'il devrait me dire comment m'y prendre pour obtenir les renseignements nécessaires. A mon avis, les questions n°s 4 et 5 n'ont reçu aucune réponse. Je crois que le ministère du Revenu national a fait erreur dans sa réponse à la question n° 4, en déclarant qu'il était contraire à la pratique établie de fournir des renseignements douaniers portant sur les affaires particulières des importateurs. Ma question ne comportait nullement la divulgation de telles affaires. Je n'ai fait que demander les noms des sociétés canadiennes qui importent du combustible et je ne visais nullement leurs affaires particulières.

Dans la question numéro cinq, je demandais si des sociétés important du combustible au Canada étaient des filiales d'entreprises d'extraction de houille au Canada ou aux Etats-Unis et on m'a répondu qu'on ne possédait pas de renseignement là-dessus. Si le ministère du Revenu national, ou la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, qui ont répondu à ces questions, ne possèdent pas ces renseignements, quelque autre ministère aurait certainement pu me répondre. Je pourrais peut-être profiter des bonnes dispositions naturelles du Secrétaire d'Etat au point de lui demander de m'indiquer comment je pourrais me procurer cette information. Si j'y tiens, c'est parce que l'industrie de la houille coûte passablement cher aux contribuables et que j'estime avoir droit à ce renseignement.

L'hon. COLIN GIBSON (Secrétaire d'Etat): Je m'informerai.

DISCOURS DU GOUVERNEUR  
GÉNÉRAL

## SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre passe à la suite de la discussion, suspendue le vendredi 7 février, sur la motion de M. J. W. MacNaught, tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la proposition d'amendement de M. Bracken et la proposition de sous-amendement de M. Coldwell.

M. RODNEY ADAMSON (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de constater qu'un membre au moins du ministère des Finances se rend compte qu'il existe au Canada une industrie de l'or. Mais je tiens à dire dès maintenant que le projet que le ministre